



CENTENARY OF THE INTERNATIONAL MUNICIPAL MOVEMENT
CENTENAIRE DU MOUVEMENT MUNICIPAL INTERNATIONAL
CENTENARIO DEL MOVIMIENTO MUNICIPAL INTERNACIONAL

Un toujours jeune centenaire : le mouvement municipal mondial

Par Elisabeth Gateau, Ancienne Secrétaire Générale du Conseil des Communes et Régions d'Europe, Ancienne Secrétaire Générale de Cités et Gouvernements Locaux Unis, Membre du Comité d'Honneur de CGLU

Nous voici donc parvenus, en cette année 2013, au centenaire du mouvement municipal mondial fondé avec IULA en 1913.

L'année 1913 est tout à fait particulière. Elle fut en Europe l'acmé d'un monde, celle du XIX^{ème} siècle, et le point de rupture vers la modernité. Cela vaut pour tous les domaines de l'art et de la science, et bien sûr pour l'urbanisme et l'architecture, qui se transforment radicalement au cours du premier quart du 20^{ème} siècle. Les débuts du grand mouvement des campagnes vers les villes, les techniques nouvelles de construction nées avec l'école de Chicago,, les thèses hygiénistes en faveur de l'éradication des taudis engendrent d'autres architectures, d'autres villes, d'autres sociétés urbaines.

C'est une époque où les villes commencent à prendre conscience d'elles mêmes, à comprendre qu'elles peuvent être plus belles, plus saines, plus rapides, plus faciles à vivre, plus « vibrantes » comme on dira cent ans plus tard. C'est aussi un temps où l'on s'alarme des prémices de ce qui sera la première guerre mondiale. Rien d'étonnant qu'à ce moment de changement radical (étrangement fondé sur la foi en l'avenir et la peur du pire, qui va se réaliser) une Conférence ait pu rassembler, en cette année 1913, ingénieurs, urbanistes, élus locaux autour des questions liées à l'avenir des villes, et qu'aient pu être posées les bases de la grande organisation mondiale que nous connaissons aujourd'hui.

Tout aussi significative est l'influence du mouvement pour la paix sur cette conférence, dont l'un des organisateurs est le prix Nobel de la paix en 1913, Henri La Fontaine, pacifiste et féministe belge. Comment ne pas noter que c'est aussi en 1913 qu'au Derby d'Epsom, la suffragette Emily Davidson se jette, pour la cause des femmes, sous un cheval appartenant au roi d'Angleterre (sous l'œil d'une caméra : la révolution des medias est aussi en marche)

L'organisation mondiale naît à la veille de la première guerre mondiale. Deux décennies plus tard, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la section européenne de CGLU, alors appelée le Conseil des Communes d'Europe, est fondée. Il ne s'agit pas d'une coïncidence, dans les deux cas la conscience avait fait son œuvre. Le CCE a été créé par des maires qui non seulement avaient été de courageux résistants au nazisme, mais avaient réfléchi aux moyens de ne plus jamais revivre le cataclysme qui venait de frapper le monde pour la deuxième fois en vingt ans. Leur idée était de d'associer la toute nouvelle organisation des villes européennes à la grande œuvre de paix du continent, la construction de l'unité européenne.

Comme à Gant en 1913, à Genève en 1951, le lien est flagrant entre les aspirations à un système de paix entre les nations et la création d'une organisation des villes. L'ancien Maire de Lyon, Edouard Herriot le formulait ainsi : « tout divise les états, tout unit les communes »

Simplement, les européens empruntent cette fois une autre voie : plutôt que chercher à organiser directement un gouvernement du monde capable de faire régner la paix, commencer par bâtir une gouvernance démocratique à l'échelle de chacun des continents, ce qui semble plus à portée de réalisation. Ils commencent par l'Europe, fauteuse et victime de guerre par deux fois en un siècle.

L'édification de l'Union européenne, en dépit des soubresauts de l'Euro qui la marquent encore actuellement, était et reste, vue à l'aune des valeurs de liberté, de justice, de démocratie et de stabilité, une construction politique de paix exceptionnelle. La section européenne de CGLU (section européenne de IULA à l'époque) qui avait accompagné cette construction depuis sa naissance, ne pouvait se désintéresser des affaires du monde.

Il est permis de penser que les deux organisations, la mondiale et l'européenne, ont été les héritières des Ligues de villes qui existèrent en Europe dès le Moyen Age. C'est cet ancien souvenir de la gloire des villes qui a pu aussi motiver ces Maires visionnaires lorsqu'ils créèrent d'un côté IULA, à la veille de la première guerre mondiale, et de l'autre le Conseil des Communes et Régions d'Europe, au lendemain de la seconde.

Les destinées des deux organisations vont se croiser lorsque, une fois de plus des élus éclairés, un petit groupe de Maires, principalement européens – Jorge Sampaio Maire de Lisbonne, Norbert Burger, Maire de Cologne, Pierre Mauroy, Maire de Lille et bien sûr Pasqual Maragall, Maire de Barcelone, se révèlent capables de penser à niveau continental et mondial, de voir et comprendre les enjeux et d'animer et entraîner le mouvement municipal vers son unité, en trouvant des alliés parmi les élus africains, sud américains et des autres continents.

Jamais un instant, dès lors que je me suis occupée des pouvoirs locaux, je n'ai douté de la pérennité de ce mouvement, qui rassemble le niveau de gouvernance le plus proche des citoyens, le seul que l'on retrouve dans tous les états du monde.

Ma prédiction sur l'avenir du mouvement des gouvernements locaux n'allait toutefois pas jusqu'à imaginer que je deviendrais la première Secrétaire Générale de l'organisation mondiale unifiée, telle qu'elle allait naître de l'entente enfin trouvée entre l'Union Internationale des villes, la Fédération Mondiale des villes Jumelées et Metropolis, trois grandes organisations nées en Europe, de la volonté des Maires de ce continent, qui voyaient bien la nécessité, après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, d'en finir avec les doubles emplois, les querelles d'appareil et les opportunités manquées de faire entendre la voix des gouvernements locaux dans les questions de la gouvernance mondiale.

C'est Pasqual Maragall, le Maire de la Barcelone Olympique, qui fut, chacun s'en souvient, un grand Président du CCRE, la section européenne de CGLU qui, lors d'une visite à Bruxelles (durant la Convention Européenne qui en 2002 – 2003 avait été chargée de rédiger ce que beaucoup – et certainement moi - espéraient devenir la Constitution des Etats Unis d'Europe) m'indiqua que la nouvelle organisation unifiée lançait un appel à candidatures pour choisir son premier Secrétaire Général.

Je faisais alors partie du Secrétariat de la Convention, où j'étais en charge des questions liées aux Pouvoirs Locaux et nous avons obtenu que le projet de nouveau traité comprenne la référence au principe de subsidiarité, et mentionne les gouvernements locaux, jusque là ignorés dans les textes fondateurs européens.

Pour une part importante des grands dossiers de la gouvernance mondiale : la paix, le développement et l'éradication de la pauvreté dans le monde, l'environnement et en particulier le climat, les Maires fondateurs de CGLU voyaient bien que les questions de la gouvernance au niveau local, de la décentralisation, de la subsidiarité étaient soit ignorées, soit négligées par les états alors qu'ils contrôlent et dirigent toutes les grandes institutions internationales. Ils voyaient bien qu'une gouvernance mondiale efficace, responsable et transparente, nécessitait que les acteurs concernés soient consultés lors de la conception des politiques, puis associés à leur mise en œuvre lorsqu'elles les concernaient. Et pourtant, en pleine explosion urbaine sur la planète, les gouvernements locaux n'étaient pas vraiment consultés et encore moins associés aux décisions concernant les enjeux du millénaire ..

La naissance de Cités et Gouvernements locaux Unis au Congrès fondateur de Paris en 2004 a sans nul doute changé la situation d'alors.

Les premiers Présidents, Bertrand Delanoë, Maire de Paris, Martha Supplicity, Maire de Sao Paulo et Smangalis Makhatshwa maire de Tshwane-Prétoria, premiers animateurs des nouveaux organes dirigeants de l'organisation mondiale, ont tout de suite voulu que les missions de l'organisation soient clairement définies et pleines d'ambition.

Inutile, ont-ils plaidé, de vouloir couvrir tous les champs de compétence et d'action, d'ailleurs variables selon les pays, des gouvernements locaux. Plutôt se concentrer sur deux domaines prioritaires :

1° offrir aux gouvernements locaux du monde la plateforme d'échange d'expériences, de savoir faire et de pratiques d'excellence qui leur manquait encore.

2° changer la relation des gouvernements locaux du monde avec les institutions internationales, très imprégnées de culture étatique et souvent plus fortement marquées par les besoins du monde rural que par les problématiques de la fulgurante explosion urbaine qui se déroulait sous leurs yeux .

Avec une équipe très petite mais très expérimentée (qu'il leur soit ici rendu hommage), issue des organisations fondatrices, nous avons commencé à mettre en œuvre ce programme dans les bureaux que nous offrait la ville de Barcelone, devenue par un vote sans appel des organisations fondatrices le siège incontesté de la nouvelle organisation.

L'appui et la collaboration très efficace des différentes sections, continentales et Métropolitaine ont tout de suite montré la présence de CGLU dans toutes les parties du monde et montré à tous qu'il fallait désormais compter avec la nouvelle organisation mondiale unifiée.

L'histoire des six premières années est suffisamment connue pour que je n'y revienne pas. Il suffit de rappeler quelques grands moments : les premiers textes, accords de coopération et déclarations par lesquels les Nations Unies, ONU-Habitat et la Banque Mondiale commencent à reconnaître CGLU comme instance représentative des pouvoirs locaux du monde et à ce titre comme observateur dans

les réunions, puis comme partenaire de consultation et de travail, les remarquables conventions de programmes passées avec notamment, L'Alliance des Villes(Cities Alliance) et l'Union Européenne, et tout ce qui se révèle désormais un fondement solide pour les nouvelles évolutions que connaît la coopération de CGLU avec les Nations Unies et institutions internationales.

De même ont été posées les bases, avec le premier rapport mondial de CGLU, le rapport GOLD, d'une œuvre de longue haleine de réflexion et d'études comparatives sur la décentralisation et la démocratie locale, sur les finances locales et sur les services essentiels qui s'efforcent de présenter, et de faire connaître les réalités de la gouvernance locale dans le monde. Ces rapports mondiaux donnent aux Maires des villes du monde le moyen de comparer les systèmes de gouvernance locale et les meilleures pratiques au niveau local.

C'est une grande satisfaction, en cette année du Centenaire, de savoir que c'est au cours de ces premières années si fécondes que CGLU a enfin pu être associé – sous des formes encore très inégales, mais qui vont aller se renforçant, aux travaux des institutions internationales sur le nouvel agenda du développement, sur l'efficacité de l'aide, sur le climat et l'accès aux services essentiels, la crise financière, la résolution des conflits, l'égalité des genres, les nouvelles démocraties en construction, toutes ces questions dont on commence à comprendre, comme le dit si bien le prix Nobel d'Economie Roger B. Myerson, que leur solution pourrait être « maximisée par des institutions démocratiques décentralisées de type fédéral ».

Nul doute que CGLU va continuer de grandir et de se renforcer afin de toujours mieux servir les Maires et élus locaux et régionaux du monde qui lui apportent appui et confiance. Pour cela notre organisation mondiale devra prendre soin, à côté de toutes les formes essentielles de coopération technique qu'elle abrite, de demeurer cette plateforme sans équivalent de rencontre, d'échanges et de coopération entre les mandataires politiques locaux et régionaux du monde. Ce sont eux, les politiques, qui ont fait et feront la force de l'organisation.

Longue vie à Cités et Gouvernements locaux Unis !